

19^{ème} Baromètre de l'Ordre des Experts-Comptables auprès des dirigeants de PME-TPE

L'ETAT DE SANTE DES ENTREPRISES

En deux ans, la situation des PME semble s'être nettement améliorée et la page de la crise (presque) tournée, ce qui est loin d'être le cas pour les TPE. Si les indicateurs sont au global à la hausse, les PME ont recréé l'écart avec les TPE.

Nette amélioration chez les PME...

En comparant l'évolution de la situation des PME et TPE depuis le début de la crise économique et financière, on constate que les choses sont très différentes entre les PME et les TPE. D'une part, la situation des PME semble s'être nettement améliorée depuis fin 2008 : en décembre 2008, seules 12% des PME estimaient que leur situation était meilleure qu'un an auparavant, et cette proportion progresse de façon quasi-continue depuis, pour atteindre 46% aujourd'hui. A contrario, 51% la jugeaient moins bonne en décembre 2008, contre 20% aujourd'hui. La donne s'est donc inversée pour les PME depuis deux ans.

... Mais des perspectives en dents de scie

Cette progression des PME s'opère malgré tout **dans un contexte où elles ont peu de visibilité :** depuis décembre 2008, les dirigeants de PME sont, globalement, de plus en plus optimistes quant à l'évolution de leur secteur d'activité, mais cette progression de l'optimisme est très heurtée, comme en atteste la forme en dents de scie de la courbe de perception du secteur.

Ce sont ces mêmes doutes sur l'avenir qui prévalent sur la perception des perspectives de l'entreprise : en décembre 2008, 48% des dirigeants de PME étaient optimistes sur les perspectives à un an de leur entreprise, ils sont aujourd'hui 67%. Mais là aussi cette progression s'est faite non pas sans à-coups (+7 points en avril 2010, -2 en juillet 2010, +8 en septembre 2010, -6 en janvier 2011).

Une phase de plateau pour les TPE

En revanche, la croissance des TPE est beaucoup moins certaine et plus mesurée : touchées par la crise un peu plus tard que les PME (avec le plus bas niveau de TPE déclarant leur situation meilleure en mars 2009, à 8%), elles ne sont aujourd'hui que 15% à se dire dans une meilleure situation qu'il y a un an, et 36% dans une situation moins bonne. Il en est de même pour le regard qu'elles portent sur l'avenir de leur secteur : 39% étaient optimistes en décembre 2008, contre 45% aujourd'hui.

Quant à leurs propres perspectives, l'optimisme, minoritaire en décembre 2008 (44%) a gagné du terrain jusqu'en juillet 2010, pour se stabiliser ensuite.

Dans le détail, **la situation du carnet de commandes et de la trésorerie est majoritairement satisfaisante** pour les PME comme pour les TPE : respectivement 65% et 56% pour le carnet de commandes, et 71% et 52% pour la trésorerie. En revanche, si la rentabilité des PME est également bien souvent satisfaisante chez les PME (58%), elle l'est moins chez les TPE (satisfaisante pour 50%).

Et les patrons de PME et TPE sont toujours prudents sur leurs perspectives en matière de chiffre d'affaires et de trésorerie : 23% envisagent une dégradation de leur chiffre d'affaires et 25% une dégradation de la trésorerie dans les trois prochains mois.

LES ENTREPRISES ET L'EMPLOI

La proportion de PME envisageant d'embaucher au cours des trois prochains mois a triplé depuis le début de la crise, alors que les TPE prévoient presque toutes une stabilité de leurs effectifs.

Un solde de créations d'emplois qui retrouve des niveaux d'avant-crise

Après le creux de septembre 2010, **les prévisions d'embauche des PME repartent à la hausse**, avec aujourd'hui plus d'un quart des PME qui envisagent d'embaucher (27%, +6) : un niveau équivalent à celui de début 2008. Alors qu'au plus fort de la crise des emplois étaient détruits (solde de création d'emplois négatif), le solde de créations d'emplois atteint aujourd'hui un niveau d'avant crise (16%). Les TPE avec salariés sont toujours très minoritaires à prévoir d'embaucher (6%, stable).

Les dirigeants de TPE sans salariés sont quant à eux très prudents aujourd'hui : **seules 12% des TPE sans salariés qui n'envisagent pas d'embaucher dans les trois mois (95%) pensent éventuellement embaucher un jour** ; c'est le niveau le plus faible taux atteint depuis la mise en place du baromètre PME-TPE.

LE PROJET DE REFORME FISCALE

Les patrons de PME et TPE sont assez favorables à un certain nombre de mesures envisagées dans le cadre du projet de réforme fiscale du gouvernement et de convergence fiscale en Europe : 71% sont favorables à une imposition des entreprises françaises installées à l'étranger, 59% à la suppression de niches fiscales, 58% à une diminution du taux d'imposition sur les bénéfices parallèlement à un élargissement de l'assiette fiscale, et 51% à la suppression du bouclier fiscal.

Les projets de réforme et de convergence fiscales restent cependant mal connus des dirigeants de PME-TPE et suscitent au global peu d'enthousiasme. Les dirigeants ont en effet du mal à se prononcer sur les conséquences d'une telle réforme sur les différents acteurs de l'économie : une large part sont « sans opinion » (entre 16% et 25% selon les acteurs testés) ; ils supposent des conséquences favorables aux grandes entreprises (52%) mais sont plus partagés sur leur propre entreprise (un tiers cite des conséquences ni positives ni négatives). De même, les PME sont partagées concernant l'efficacité du projet de convergence : pour accroître la compétitivité des entreprises françaises (40% efficaces vs. 43% pas efficaces) ou pour renforcer l'Euro (39% vs 39%), etc. Les TPE sont en revanche plutôt sceptiques : 59% pensent que ce projet ne sera pas efficace pour favoriser l'emploi en France, 51% pour inciter les entreprises étrangères à s'installer en France...

LE STATUT D'EIRL ! MECONNU MAIS ATTRACTIF

Adopté en tout début d'année, la statut d'EIRL (Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée), qui vise à protéger les biens personnels des entrepreneurs individuels, est encore mal connu par les dirigeants de PME et TPE : 55% d'entre eux déclarent connaître ce statut, mais seulement 23% savent précisément de quoi il s'agit. Près des trois quarts des dirigeants de TPE estiment que c'est une bonne chose, dont 21% une très bonne chose.